



GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Représentation permanente auprès  
de l'Union européenne

Réf. : B.1.291 – EF.02.14.13 (s.e)

29391

Bruxelles, le 26 mars 2019

**Concerne : Notification des autorités compétents conformément à l'article 33 de la directive 2014/41/UE du Parlement européen et du Conseil du 3 avril 2014 concernant la décision d'enquête européenne en matière pénale**

Madame la Directrice générale,

J'ai l'honneur de vous informer que lorsque le Luxembourg émet une décision d'enquête européenne, les autorités d'émission visées à l'article 33 de la directive sont : le Procureur d'État, le Juge d'instruction et les juridictions de jugement.

Lorsque le Luxembourg reçoit une décision d'enquête européenne, les autorités de réception visées à l'article 33 de la directive sont : le Procureur Général d'État s'il s'agit d'une décision d'enquête européenne demandant des mesures coercitives et le Procureur d'État s'il s'agit d'une décision d'enquête européenne qui demande des mesures non-coercitives.

Lorsque le Luxembourg exécute une décision d'enquête européenne, les autorités d'exécution visées à l'article 33 de la directive sont : le Juge d'instruction pour les mesures coercitives et le Procureur d'État pour les mesures non-coercitives.

Les langues dans lesquelles la décision d'enquête européenne est acceptée au Luxembourg sont le français, l'allemand et l'anglais.

La loi portant la transposition de la décision d'enquête européenne en droit luxembourgeois est entrée en vigueur de 1<sup>er</sup> août 2018.

Je vous prie de croire, Madame la Directrice générale, à l'assurance de ma haute considération.

Georges FRIDEN  
Ambassadeur Représentant permanent

Madame Tiina ASTOLA  
Directrice générale  
DG JUST  
Commission européenne

02/04/2019  
CdF: B pour suivi approprié